

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 50 (1909), p. 261-284

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__261_0

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 8. — AOUT 1909

I

LE CINQUANTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ

Le Conseil avait décidé de commémorer par une réunion solennelle en même temps que par une publication spéciale le cinquantième anniversaire de la fondation de notre Société. On trouvera plus loin l'analyse de cette publication dont l'élaboration fut confiée aux soins d'un comité spécial (1). Quant à la réunion, qui comportait une séance et un banquet, un second comité d'organisation fut chargé d'en arrêter les détails d'exécution (2).

Cette fête, fixée au 7 juillet, s'est tenue avec un éclat particulier à la salle Hoche, 9, avenue Hoche. Exceptionnelle par la date qu'elle marquait dans la vie de notre Société, elle ne le fut pas moins par le nombre et la qualité des membres qui avaient accueilli notre invitation. L'époque à laquelle s'est ouverte à Paris la douzième session de l'Institut international de statistique (4 au 10 juillet) nous avait permis en effet de convier à nos noces d'or, à côté d'un grand nombre de membres de la Société de statistique de Paris, un nombre plus grand encore de savants et de statisticiens français et étrangers.

Beaucoup de dames apportaient à cette réunion le charme de leur présence.

Nous tenons à donner ici la liste des personnes qui ont pris part à cette fête :

MM. ARNAUNÉ, conseiller-maître à la Cour des comptes, et M^{me} ARNAUNÉ ; MM. AURICOSTE, directeur de l'Office colonial ; BAINES (J.-A.), président de la Société royale de statistique de Londres ; BARRAT, enq être permanent à l'Office du travail ; BARRIOL, chef de division à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, et M^{me} BARRIOL ; M. BATT, délégué du *State Registrar* de Pensylvanie (E.-U.) et M^{me} BATT ; Jules BERNARD, ingénieur, chef du service de la statistique et du contrôle au chemin de fer du Nord ; Émile BERN, rédacteur au *Figaro* ; le D^r Jacques BERTILLON, chef des travaux de la statistique municipale de la ville de Paris, et M^{me} BERTILLON ; M. BLENCK, président de l'Office de statistique du royaume de Prusse, et M^{me} BLENCK ; MM. Maurice BLOCH, directeur général des contributions directes au Ministère des finances ; Luigi BODIO, sénateur, président du Conseil supérieur de statistique d'Italie ; BOREL,

(1) Ce comité se composait de MM. Albert Delatour, président pour 1908 ; G. Payelle, président pour 1909 ; de Foville, A. Neymarck, Fernand Faure, L. March, anciens présidents ; Fléchet, secrétaire général ; Roger Delatour, secrétaire.

(2) Ce comité se composait de cinq membres du bureau : MM. G. Payelle, président ; Fléchet, secrétaire général ; Barriol, secrétaire général adjoint ; Roulleau, secrétaire des séances ; Matrat, trésorier ; et de MM. A. Neymarck et March, anciens présidents ; Huber, membre du conseil ; Roger Delatour, membre de la Société.

professeur adjoint à la Faculté des sciences de Paris ; VAN DER BORGHT, président de l'Office de statistique de l'empire d'Allemagne ; BOURDOIS, chef de bureau au Ministère du travail ; M^{lle} BOURGAIN, professeur au lycée Racine ; MM. BOWLEY, professeur de statistique à l'Université de Londres ; BUNLE, statisticien adjoint à la statistique générale de la France ; Gaston CADOUX, chef de service à la préfecture de la Seine, M^{me} et M^{lle} CADOUX ; MM. CELLERIER, directeur des agences du Crédit lyonnais ; CHAFSAL, directeur des affaires commerciales du Ministère du commerce ; CHAMBONNEL, rédacteur en chef de la *Vie Financière* ; CHEMIN-DUPONTÈS, chef de service à l'Office colonial ; le D^r CHERVIN, directeur de l'institut des Bègues ; Georges COCHERY, député, ancien ministre ; COGLAN, agent général pour la Nouvelle-Galles du Sud, et M^{me} COGLAN ; M. et M^{me} EDGAR ; MM. COLESCO, directeur du service de la statistique générale de Roumanie ; COLSON, Conseiller d'État ; Paul COULON, chef de bureau à la Caisse des dépôts et consignations, et M^{me} COULON ; MM. CRAIGIE, ancien secrétaire adjoint au Ministère de l'agriculture d'Angleterre ; CRÉANGA, secrétaire général du Ministère de l'industrie et du commerce de Roumanie ; DABAT, directeur de l'hydraulique au Ministère de l'agriculture ; DELAMOTTE, chef du service de l'inspection générale au Ministère des finances, et M^{me} DELAMOTTE ; MM. DELANNEY, directeur général des douanes au Ministère des finances ; Albert DELATOUR, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et M^{me} DELATOUR ; M. Roger DELATOUR, rédacteur à la Caisse des dépôts et consignations, et M^{me} Roger DELATOUR ; MM. DESROYS DU ROURE, directeur des finances à la préfecture de la Seine, et M^{me} DESROYS DU ROURE ; M. DE VILLE-CHABROLLE, statisticien adjoint à la statistique générale de la France ; M^{lle} Irma DREYFUS, publiciste, membre de la Société d'Économie politique ; M. Maxime DUCROCQ, notaire, président de la Société de statistique de Lille, et M^{me} DUCROCQ ; M. DUDFIELD, *medical officer of health* de Paddington, et M^{me} DUDFIELD ; MM. DUPRAT, chef de la statistique des chemins de fer au Ministère des travaux publics ; EDGEWORTH, professeur d'économie politique à l'Université d'Oxford ; MM. d'EICHTHAL, membre de l'Institut ; ETEVENON, chef de bureau à la préfecture de la Seine, et M^{me} ETEVENON ; M. EUSTACHE, administrateur des contributions directes au Ministère des finances, et M^{me} EUSTACHE ; MM. FAULBECK, professeur à l'Université de Lund (Suède) ; FALKENBERG, directeur du bureau de statistique d'Amsterdam ; Fernand FAURE, professeur de statistique à la Faculté de droit de Paris ; FELLNER, professeur à l'Université de Budapest, et M^{me} FELLNER ; M. FLÉCHEY, secrétaire général de la Société, et M^{me} BORGNON, professeur au lycée Racine ; M. Béla FÖLDES, professeur d'économie politique, de finances et de statistique à l'Université de Budapest, et M^{me} FÖLDES ; MM. Albert FONTAINE, directeur municipal des travaux du cadastre de Paris ; Arthur FONTAINE, directeur du travail au Ministère du travail ; de FOVILLE, membre de l'Institut, conseiller-maître à la Cour des comptes ; Édouard FUSTER, secrétaire général du Comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales ; GHIRARDI ; Joseph GIRARD, sous-chef au chemin de fer du Nord ; GIUSTI, directeur du Bureau de statistique de la ville de Florence ; GOULICHAMBAROFF, conseiller d'État actuel de Russie ; GOUMAIN-CORNILLE, fondé de pouvoirs du Comptoir d'escompte ; GRIMALDI-CASTA, chef de section à la Division générale de statistique d'Italie, et Rodolphe GRIMALDI ; GUERNALT, premier sous-gouverneur de la Banque de France, et M^{me} GUERNAUT ; MM. le D^r GUILLALME, directeur du Bureau fédéral de statistique de Suisse ; GUILLARD, docteur en droit, membre de la Société d'économie politique ; Yves GUYOT, ancien ministre, M^{me} et M^{les} GUYOT ; M. GYLSTORFF, secrétaire de l'Alliance française à Copenhague, et M^{me} GYLSTORFF ; MM. le baron HAAN, attaché à la commission centrale de statistique d'Autriche ; Frantz HAMON, chef de la division de la comptabilité au Ministère des affaires étrangères, et M^{me} HAMON ; HANKAR, directeur général de la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, et M^{me} HANKAR ; MM. HARTMANN, ancien président de la société d'économie industrielle et commerciale ; HENNEQUIN, sous-directeur au ministère de l'intérieur ; HJELT, membre du Sénat impérial de Finlande, et M^{me} HJELT ; MM. DE HOFFMANN, statisticien de la *Prudential Insurance Company* (États-Unis) ; HOUDARD, receveur particulier des finances à Neufchâtel-en-Bray ; HUBER, statisticien à la statistique générale de la France ; IOVANOVICH, directeur de la statistique d'État de Serbie ; Camille JACQUART, chef de division au Ministère de l'intérieur de Belgique ; Armand JULIN, directeur à l'Office du travail de Belgique ; M. von JURASCHEK, président de la commission centrale de statistique d'Autriche, M^{me} et M^{les} von JURASCHEK, et M. François von JURASCHEK ; M. KELLER, inspecteur général honoraire des mines, et M^{me} KELLER ; M. Béla KENÉZ, professeur à l'Université de Koloszar (Hongrie) et M^{me} KENÉZ ; M. KIAER, directeur du bureau central de statistique de Norvège, et M^{me} KIAER ; M. J. KIAER ; MM. KNIBBS, statisticien du Commonwealth australien ; KOEFOLD, chef du bureau statistique de l'État de Danemarck, et M^{me} KOEFOLD ; M. KOVACS, professeur à la Faculté de droit de Debreczen (Hongrie) ; M^{lle} KOVANKO, bibliothécaire de la commission centrale de statistique de Russie ; MM. Louis LACROIX, sous-chef au Ministère des finances ; LANGE, directeur de l'Office de statistique du grand-duché de Bade, et M^{me} LANGE ; Charles de LANNOY, professeur à la Faculté de droit de Gand ; LANUSSE, rédacteur au *Rentier*, Charles LAURENT, ancien premier président de la Cour des comptes, vice-président de la Société, et M^{me} Charles LAURENT ; M. Max LAZARD, docteur en droit, et M^{me} Max LAZARD ; M. le D^r LEDÉ, membre du comité supérieur de protection des enfants du premier âge, M^{me} et M^{lle} LEDÉ ; MM. LENOIR, statisticien adjoint à la statistique générale de la France ; Paul LEROY-BEAULIEU, membre de l'Institut, professeur au Collège de France ; LESAGE, chef du service des études techniques au Ministère de l'agriculture, Émile LEVASSEUR, membre de l'Institut, administrateur du collège de France ; Louis

LEVASSEUR, sous-chef de bureau au Ministère de la justice ; Raphaël-Georges LÉVY, professeur à l'École des sciences politiques ; LEXIS, professeur à l'Université de Goettingue ; LIÉGEARD, chef de bureau honoraire au Ministère du commerce ; LIESSE, professeur au Conservatoire des arts et métiers ; LIMOUSIN, vice-président de la Société ; LIVI, lieutenant-colonel au Ministère de la guerre d'Italie ; MAGALDI, directeur général du crédit et de la prévoyance d'Italie ; MAHAIM, professeur à l'Université de Liège ; MALZAC, ancien député ; MANDELLO, professeur d'économie politique et de finances à l'Université de Pozsony, (Hongrie), et M^{me} MANDELLO ; M. Lucien MARCH, chef de la statistique générale de la France au Ministère du travail, et M^{me} MARCH ; MM. MARRAUD, directeur général de l'enregistrement au Ministère des finances ; DE MATHAREL, inspecteur des finances ; MATRAT, sous-directeur honoraire au Ministère de la guerre, trésorier de la Société, et M^{me} MATRAT ; M. VON MAYR, professeur à l'Université de Munich, et M^{lle} VON MAYR ; MM. METHORST, directeur du bureau central de statistique des Pays-Bas ; METIN, directeur du cabinet du ministre du travail ; MEURIOT, professeur d'histoire au lycée Lakanal ; MUTEAU, député ; DE NAVRATHL, professeur à l'Université de Koloszvar (Hongrie) ; Alfred NEYMARCK, directeur du *Rentier*, vice-président de la Société d'économie politique, M^{me} et M^{lle} LOUISE NEYMARCK ; MM. Pierre NEYMARCK, rédacteur au *Rentier*, et Jean NEYMARCK ; MM. NICOLAI, directeur au Ministère de l'Instruction publique de Belgique ; NOË, bibliothécaire adjoint de la Société ; OULET, secrétaire général de l'Institut international de bibliographie ; M. PALLAIN, gouverneur de la Banque de France, et M^{me} PALLAIN ; MM. le D^r PAPILLON, professeur de clinique en retraite, et Fernand PAPILLON ; Frédéric PASSY, membre de l'Institut, président de la Société d'économie politique, et M^{lles} DELTOUR ; MM. PATKANOV, rédacteur en chef au comité central de statistique de Russie ; Georges PAULET, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du travail ; PAYELLE, procureur général près la Cour des comptes, président de la Société, et M^{me} PAYELLE ; MM. PEROZZO, conservateur des hypothèques à Milan ; POURLIÈRE, chef de division à la préfecture de police ; le baron PRAZAC, conseiller ministériel d'Autriche ; M. Wladimir PRAZAC ; M. DE RADISICS, conseiller au Ministère de l'agriculture de Hongrie, et M^{me} DE RADISICS ; M. RAPFALOVICH, membre du conseil du Ministère des finances de Russie, correspondant de l'Institut ; MM. le D^r ENRICO RASERI, chef de la division de la statistique démographique sanitaire d'Italie, et LORENZO RASERI ; VON RASP, directeur de la *Bayerischen Hypotheken und Wechselbank* ; Victor RENAUD, chef de la statistique générale de l'Algérie, et M. Paul RENAUD ; MM. RENDU, secrétaire général de la Chambre syndicale des agents de change ; REW, secrétaire adjoint au Ministère de l'agriculture d'Angleterre, et M^{me} REW ; MM. ROULLEAU, sous-chef du service des études économiques à la Banque de France ; ROUSSEAU, directeur des chemins de fer au Ministère des travaux publics ; RYGG, secrétaire du bureau central de statistique de Norvège ; André SABATIER, agrégé au tribunal de commerce de la Seine ; SAILLARD, chef de l'Office des renseignements agricoles au Ministère de l'agriculture, et M^{me} SAILLARD ; M. Maurice SAUVEUR, directeur général de la statistique générale de Belgique, et M^{me} SAUVEUR ; M. Gustave SCHELLE, directeur honoraire au Ministère des travaux publics ; M. et M^{me} Henri SCHELLE ; M. DE SCHOKALSKY, président de section à la Société impériale russe de géographie ; M. SILBERGLEIT, directeur de l'Office de statistique de Berlin, et M^{me} SILBERGLEIT ; MM. SIMIAND, bibliothécaire au Ministère du commerce ; STÉPANOV, chef du bureau municipal de statistique de Saint-Petersbourg ; Johann STRAUSS, directeur du bureau de statistique de Bosnie-Herzégovine, et M^{me} STRAUSS ; MM. TAKANO, professeur à l'Université de Tokio ; Edmond THÉRY, rédacteur en chef de l'*Économiste européen* ; DE THAN, délégué du Ministère de l'agriculture de Hongrie ; THIRING, directeur du Bureau communal de statistique de Budapest ; TISSERAND, conseiller-maire honoraire à la Cour des comptes ; le baron DE TORNAUW, délégué du Ministère du commerce de Russie ; le baron BELA DE TORNAY, délégué de l'Office central de statistique de Hongrie ; TRONITSKY, sénateur, président du conseil de statistique de Russie ; DE VARGHA, directeur de l'office central de statistique de Hongrie ; VARLEZ, président des fonds intercommunaux de chômage à l'agglomération gantoise, et M^{me} VARLEZ ; MM. VEILLET-DUFRÈCHE, ministre plénipotentiaire, délégué du Ministère des affaires étrangères ; VERRIJN-STUART, professeur à l'Institut de Delit, et M^{me} VERRIJN-STUART ; MM. Emmanuel VIDAL, publiciste ; VILLAIN, directeur au Ministère des travaux publics ; VILLARS, directeur de la banque de l'Union parisienne ; WAXWEILER, directeur de l'Institut Solvay, et M^{me} WAXWEILER ; MM. le général DE WENDRICH, sénateur, chef de l'administration des chemins de fer de Russie ; WIDELL, directeur en chef du bureau de statistique de Suède ; WILBUR, chef de division au bureau du Census des États-Unis ; WILLCOX, professeur d'économie politique et de statistique à l'Université Cornell, de New-York ; M. WURZBURGER, directeur du Bureau royal de statistique de Saxe, et M^{me} WURZBURGER ; MM. le comte YANAGISAWA, membre de la Chambre des pairs du Japon, chef des travaux statistiques de la ville de Tokio ; Udry YULE, membre de la Société royale de statistique de Londres ; YVERNÈS, chef du bureau de la statistique au Ministère de la justice ; ZAHN, directeur de l'office de statistique de Bavière ; ZIMMERMAN, directeur du Bureau de statistique du duché de Brunswick ; ZORICIC, directeur du bureau de statistique de Croatie-Esclavonie, et M^{me} ZORICIC ; M. ZOLOTAREFF, directeur du comité central de statistique de Russie, etc., etc.

LA SÉANCE

(Compte rendu sténographique)

La séance est ouverte à 6 heures sous la présidence de M. Georges Payelle, président de la Société pour 1909.

L'ordre du jour porte :

Allocution du président ;

Le prix de l'alimentation depuis un quart de siècle dans les lycées de France, par M. Émile Levasseur ;

Mouvement des fonds d'État des grands pays, par M. Alfred Neymarck ;

Les migrations internes dans quelques capitales européennes, par M. Paul Meuriot.

ALLOCUTION DE M. G. PAYELLE, PRÉSIDENT

M. le président prononce l'allocution suivante :

MESDAMES, MESSIEURS, MES CHERS CONFRÈRES,

La Statistique fête, en cette année 1909, de mémorables anniversaires. Dans l'admirable discours qu'il a prononcé dimanche à la Sorbonne, notre maître, M. Levasseur, a signalé la coïncidence en quelque sorte providentielle qui réunit presque à la même heure les noces d'argent de l'Institut international de Statistique, les noces d'or de la Société de Statistique de Paris et les noces de diamant de la *Royal Statistical Society* de Londres. Les sociétés savantes, comme les livres, ont leurs destins. Celui qui préside aux institutions de statistique est manifestement un destin favorable, riche de présents et de promesses ; celui de la Société de Statistique de Paris, en tout cas, pourrait faire envie aux compagnies les plus illustres. Comment la fortune nous eût-elle été plus clémente qu'en rassemblant à nos côtés, au moment où nous célébrons la cinquantième année de notre association, une assistance aussi bien faite pour rehausser l'éclat de ce jubilé ? Aux savants que nous comptons dans nos rangs, aux nombreuses personnalités officielles qui représentent ici nos grands services publics se sont joints, ce soir, des délégués de la plupart des gouvernements étrangers, des savants venus de tous les points du globe, de tous les pays où l'étude des faits économiques et la pratique des dénombrements occupent et passionnent de généreux esprits. Et voici que, grâce à vous tous, messieurs, cette fête de la statistique française s'est élargie et transformée en une grande fête de la statistique universelle. (*Applaudissements.*)

Par le caractère qu'elle emprunte à ce concours de tant de représentants de la science étrangère et de la science française, cette solennité me paraît exactement répondre à la pensée initiale des fondateurs de notre Société. Elle est, pouvons-nous dire, la consécration légitime de leur effort d'il y a cinquante ans.

Leur but, en effet, était double. Nous le voyons marqué à la fois dans le manifeste qui précédait leur projet de statuts et dans la délibération qui s'engageait dès leur première assemblée.

Pénétrés d'abord, ainsi qu'ils le disaient eux-mêmes, de l'idée que la statistique doit être la base du gouvernement des sociétés, frappés des suspensions qu'elle éveillait dans les rangs d'un public mal informé, ils se proposaient de réagir contre cette ignorance si préjudiciable au succès des enquêtes administratives et de réhabiliter, par leurs travaux, par leurs publications, par leur exemple, une science

dont les résultats leur apparaissaient à juste titre comme l'élément le plus indispensable de toute amélioration économique ou sociale.

Leurs regards en même temps se tournaient vers l'étranger. Leur président, Michel Chevalier, dans son discours d'ouverture, s'attachait à établir que la statistique ne saurait se cantonner dans les frontières d'un État. Il montrait comment elle devient tout à la fois plus intéressante et plus concluante quand elle compare les faits observés sur les différents points du monde civilisé. Aussi les fondateurs de la Société de Statistique se proposaient-ils d'engager des relations avec les associations similaires de l'étranger et de créer des liens de collaboration et de confraternité entre les statisticiens français et ceux de tous les autres pays.

Ce programme, nous pouvons dire qu'il a été fidèlement suivi.

Pour nous rendre compte de la tâche accomplie, depuis sa fondation, par la Société de Statistique, reportons-nous, messieurs, aux collections de ses procès-verbaux et aux recueils de ses travaux. Il y a là, dans ce labeur ininterrompu d'un demi-siècle, la trace d'une activité, d'une ferveur scientifique et d'une érudition qui frapperont de respect les plus sceptiques. De grands noms jalonnent l'œuvre : Villermé, Michel Chevalier, Hippolyte Passy, Wolowski, Léonce de Lavergne, Clément Juglar, Adolphe Bertillon, Léon Say, Adolphe Coste ; il n'en est pas un qui ne rappelle quelque précieuse contribution à la science, quelque découverte féconde. S'il ne m'était interdit de parler des vivants, combien d'autres noms également autorisés n'aurais-je pas à ajouter à cette liste des illustrations de notre Société ! Quelque diverse que soit la matière offerte aux investigations de la statistique, si multiples que soient les problèmes intéressant la démographie, le travail, l'enseignement, la fiscalité, l'assistance, l'épargne, la propriété, et toutes les manifestations enfin de la vie des peuples, pas une question qui n'ait trouvé ici son historien et son commentateur, pas de problème qui n'ait été exposé et débattu dans nos séances par un spécialiste renseigné. Sans doute, un plan préétabli n'a pas commandé l'édifice. Mais dans cette masse de documents, dans ces quarante-neuf volumes dont l'ensemble constitue, comme on l'a pu dire, une véritable encyclopédie de faits sociaux, on voit s'affirmer, même à travers les productions les plus diverses, une unité de vues générales remarquable, un consentement toujours unanime sur les principes essentiels et, à chaque page, la bonne foi la plus entière, le plus absolu respect de la vérité.

L'opinion publique, toujours difficile à émouvoir lorsqu'on n'apporte en aliment à sa curiosité que des spéculations abstraites, ne devait être conquise que lentement aux résultats de nos études. Mais le gouvernement, les grandes administrations ne pouvaient méconnaître l'intérêt puissant qui s'y attache au point de vue de la bonne gestion des affaires publiques. Ceux d'entre nous qui ont participé et participent encore, dans les divers services de l'État, soit à l'élaboration, soit à l'application des importantes dispositions législatives où se traduit l'effort de notre pays vers le progrès matériel et moral, peuvent dire de quel profit leur ont été les recueils de notre Société. Les administrations, sans doute, ont fourni leur contingent nécessaire d'informations à nos travaux de mise en œuvre, mais n'ont-elles pas eu recours maintes fois à nos synthèses et à nos conclusions ? Dans la préparation même de leurs enquêtes, n'ont-elles pas emprunté maintes fois le secours de nos méthodes ?

La Société de Statistique a incontestablement contribué aux perfectionnements dont la statistique officielle a été l'objet, en France, depuis un certain nombre d'années. C'est en grande partie à sa propagande qu'on doit d'avoir vu peu à peu les services publics uniformiser leurs procédés, coordonner leurs cadres et s'attacher à y classer scientifiquement les éléments destinés à y prendre place. Si on en doutait, je n'aurais qu'à rappeler la part considérable qu'elle a prise, sous l'impulsion de plusieurs de ses membres les plus éminents, à la création de ce Conseil supérieur de statistique qui correspond chez nous aux offices centraux des pays étrangers. C'est elle qui, reprenant une idée déjà formulée, en 1846, par Quételet, a démontré la nécessité sinon de centraliser les services spéciaux institués dans les différentes administrations, du moins de les relier par un organisme régulateur, afin d'éviter

les disparates et les désharmonies des statistiques administratives et d'assurer à tant d'excellents matériaux éparés l'unité nécessaire pour leur permettre de concourir à des fins communes et pratiques. Ce fait seul suffit à établir que nos efforts désintéressés n'ont point été perdus pour le bien de notre pays. (*Applaudissements.*)

Dans le domaine de la statistique internationale, la Société n'a pas davantage failli aux intentions de ses fondateurs. Cette préoccupation qu'ils avaient déjà d'ouvrir à la statistique française des vues toujours plus vastes, nous la retrouvons à tous moments dans les communications de nos membres et dans nos discussions mensuelles. Mais pouvait-il en être autrement ? Si l'arithmétique politique — le mot est de William Petty — peut, appliquée aux phénomènes vitaux d'un groupe humain, prévenir bien des déboires et bien des erreurs dommageables, combien n'est-elle pas appelée à rendre de plus grands services lorsqu'elle embrasse toute l'humanité, lorsque le statisticien, libéré des entraves d'un particularisme étroit, va emprunter la matière de ses déductions à tous les pays et à tous les gouvernements ? L'homme est partout le même ; partout il est soumis à la loi du travail ; partout, avec les différences commandées par les mœurs et reflétées dans les législations, le fonctionnement des sociétés organisées exige des sacrifices de l'individu à la collectivité, des services de la collectivité à l'individu. Nos investigations ne doivent trouver d'autres limites que celles où s'arrête la civilisation même.

Dans la sphère que lui permettait son rayon d'action, la Société de Statistique s'est attachée à remplir à cet égard un rôle actif et utile. Par ses membres correspondants, par ses membres associés, elle est reliée à toutes les nations. Par les documents qu'elle échange et par les correspondances qu'elle entretient avec les sociétés et les bureaux de statistique du monde entier, elle est initiée, jour par jour, à toutes les études entreprises, à tous les progrès réalisés en dehors. Précieux échanges de services et de bienfaisantes influences, car ces relations entre des savants appartenant à toutes les nationalités ne sont pas seulement profitables à la valeur des travaux poursuivis de part et d'autre. La science, messieurs, est une grande conseillère de solidarité humaine. En réunissant à travers le monde des hommes d'esprit libre et de bonne volonté, en les rapprochant, comme elle le fait ici même, par la communauté d'occupations et de recherches identiques, elle leur suggère la concorde et la confiance ; elle met, comme on l'a dit éloquemment, « de nouveaux moyens de persuasion entre ceux qui travaillent à l'amélioration des rapports des peuples entre eux ». (*Applaudissements.*)

Messieurs, en visitant hier le château de Chantilly, nous avons tous admiré une statuette charmante, délicat chef-d'œuvre de l'art hellénique, une des perles du musée Condé. C'est la Minerve athénienne. Non pas la Pallas armée de la lance et du bouclier, qui, d'après la légende, conduisait les phalanges grecques à la bataille contre les Perses, mais l'Athéna sans armes, déesse de la pensée et des arts, au calme visage empreint de douceur et de sagesse. Il me semble qu'aucune forme extérieurement ne saurait mieux personnifier la science à laquelle nous nous consacrons. Les doctrines philosophiques, sociologiques, politiques peuvent mettre en conflit des intérêts opposés de races et de nationalités. Leur discussion peut provoquer des chocs d'âmes et des antagonismes. Mais comment des hommes ayant le respect des chiffres et l'amour de la vérité seraient-ils divisés par des études qui ne confèrent que des chiffres et ne confrontent que des faits ? C'est ainsi que les liens intellectuels qui se sont établis entre nos membres et ceux des sociétés étrangères sont devenus peu à peu des liens d'estime réciproque et d'amitié sincère. Et c'est ainsi, messieurs, que la Société de Statistique, en servant la cause de la science, a servi en même temps, pour sa bonne part, la cause de la solidarité internationale. (*Nouveaux applaudissements.*)

Peut-elle se flatter d'avoir réalisé toutes les espérances de ses fondateurs et obtenu tous les résultats que leur généreuse ardeur leur faisait entrevoir ? Non, sans doute. La foi que le statisticien emprunte aux démonstrations des chiffres ne le doit pas conduire à des affirmations absolues ; *exegi monumentum*, ce cri du poète enivré de son propre chant, ne saurait convenir aux servants d'une science à

laquelle, pas plus qu'à aucune autre, l'homme n'arrachera jamais son dernier secret. Mais, sans nous abuser sur la tâche accomplie, sans oublier tout ce qui reste à faire, du moins pouvons-nous dire que, travailleurs consciencieux et probes, nous avons éclairé plus d'un recoin obscur de la vie sociale et dégagé quelques données des multiples problèmes qui se posent aux peuples et aux gouvernements.

Ces résultats, messieurs, nous les devons, non seulement au labeur de nos sociétaires français, mais aussi, nous ne l'oublions pas, à la collaboration de nos confrères étrangers. C'est vers ceux-ci que je me tournerai en terminant et c'est à eux que je rapporterai la plus douce et la plus pure des satisfactions que nous aura procurées cette fête. Leur suffrage, si nous l'avons mérité, sera notre meilleure récompense pour le passé, notre plus précieux encouragement pour l'avenir. Au nom de la Société de Statistique de Paris, je les salue et je les remercie ! (*Vifs applaudissements*).

M. le PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la communication de M. Levasseur sur le *prix de l'alimentation depuis un quart de siècle dans les lycées de France*.

M. LEVASSEUR prend la parole en ces termes :

Messieurs... (*Applaudissements*.) Ce n'est pas bien, car j'aurais voulu dire : Mesdames ; c'est une des premières fois que, dans une réunion de la Société de Statistique, je puis dire : Mesdames.

Notre Président m'a demandé de vous communiquer très brièvement — car nous n'avons pas le temps de faire ici de longues expositions — les résultats d'une enquête de statistique que j'exposais dernièrement à l'Académie. Depuis quelques années on se plaint — et je m'adresse aux dames — du renchérissement de la vie. Les plaintes que j'ai entendues m'ont suggéré l'idée de travailler de nouveau une question dont je me suis très souvent occupé.

Est-il vrai, me suis-je dit, que l'augmentation est aussi considérable que certains journaux le disent ? Et j'ai voulu faire une enquête. Il n'est pas toujours facile de faire une enquête ; voici le procédé dont je me suis servi et aussi quelques-uns des résultats de ce procédé. Il fallait s'adresser à des personnes de même nature, afin d'avoir des renseignements identiques.

Nous avons en France de grands établissements, qu'on appelle les « lycées », qui sont sous l'administration du Ministère de l'instruction publique, qui sont des êtres de même nature et qui ont de plus un mode d'administration unique : tous les lycées doivent, chaque année, faire des adjudications par lesquelles les marchands s'engagent à leur fournir des denrées pendant toute l'année.

J'ai donc adressé un questionnaire à 70 lycées ; ce questionnaire embrassait une période allant de 1880 à 1908, un quart de siècle — je n'ai pas voulu remonter plus loin — et qui portait sur vingt denrées alimentaires. J'ai eu soin de répartir ces lycées sur toute la surface de la France, en prenant comme moyen de division les régions agricoles, puisqu'il s'agissait des denrées alimentaires de la France. J'ai pris une autre précaution, celle de faire distribuer ce questionnaire à la fois, dans chaque région, dans de petits lycées et dans de grands lycées, pensant que les prix pouvaient ne pas être les mêmes — et c'est vrai — dans une petite ville où se trouve un petit lycée et dans une grande ville ayant un grand lycée.

Grâce à M. March, qui a bien voulu faire les calculs, nous avons tiré de ces questionnaires des moyennes qui sont reproduites dans cette brochure (il montre une brochure) que j'ai mise à la disposition de mes collègues, et ces moyennes nous ont permis d'établir ce que les statisticiens anglais appellent des *index numbers* et ce que j'appelle des « nombres indices. »

On prend comme base le nombre 100 et on rapporte à ce nombre, suivant les autres proportions, tous les nombres qu'on a à étudier.

Nous avons pris pour base la moyenne de deux années, 1895-1900, qui nous a donné le chiffre 100 ; partout où nous avons trouvé un chiffre supérieur à 100, nous en avons conclu que les prix avaient augmenté ; partout où nous avons trouvé un

chiffre inférieur, c'est que les prix avaient diminué. Cela ne donne pas les prix réels, mais cela indique l'accroissement ou la diminution en tant pour cent des prix.

Voici le résultat :

Dans cette brochure se trouve un tableau comportant les nombres indices de chacun des vingt groupes que j'ai pris — il y avait dix régions dans chacune desquelles j'ai fait deux groupes : petits et grands lycées ; 10 et 10, cela fait 20, même pour ceux qui ne sont pas mathématiciens — et j'ai réuni ces vingt groupes dans un groupe général qui se trouve en bas des colonnes. Nous avons là l'indice général qui nous donne le mouvement d'accroissement ou de baisse des prix. Lorsque l'on possède ces nombres indices, il est facile de créer la courbe, c'est-à-dire de disposer une ligne qui monte ou qui descend suivant qu'on s'éloigne du chiffre 100.

En France — car je ne dis pas qu'il s'agisse des prix payés partout — il y a des différences, mais c'est déjà un indice qui a une certaine valeur, puisqu'il porte sur 70 établissements et que ces 70 établissements sont répartis sur toute la surface du territoire. La moyenne générale a donné 111 — ce qui est plus que 100, — en 1880 ; à cette époque les prix étaient donc supérieurs à la base que nous avons prise. Les prix ont diminué et, sans que nous descendions dans le détail, il y a eu dans les lycées — c'est-à-dire dans tous les coins de la France — en plus ou moins grande quantité, diminution du prix des vingt denrées que j'avais choisies ; la diminution est grande, puisque de 1880 à 1900, elle est de 111 à 100.

Je n'ai pas voulu tirer une conclusion trop absolue du chiffre de 1880. M. Tisserand vous dira mieux que moi que cette année, particulièrement pour le blé, a été une année exceptionnelle. Mais 1885 est une année ordinaire, et les prix ont continué à baisser ; il y a donc eu baisse de prix. Puis, il y a eu un certain nombre d'années pendant lesquelles les prix ont quelque peu flotté sans qu'il y ait un changement considérable ; c'est ce que vous voyez de 1895 à 1904 ; il y a eu même en 1905 une baisse assez sensible, si bien qu'on payait alors 98 l'ensemble des denrées que l'on payait 111 en 1880. Depuis 1905, en 1906, 1907, 1908, il y a eu — ce qui a provoqué les plaintes que nous entendons, — un accroissement très notable du prix des denrées ; cet accroissement n'a pas porté sur toutes les denrées, mais sur la majorité d'entre elles, et nous arrivons au chiffre de 107.

On peut donc retenir que les prix ont diminué de 1880 à 1900 et ont augmenté de 1905 à 1908 ; ils n'ont pas diminué en 1909, pour les catégories dont je m'occupe, tout au moins.

Voici la notion générale qui ressort de cette étude, notion générale qui se compose d'une quantité considérable de notions particulières.

Mais en dehors des lycées, nous avons d'autres indices de l'augmentation ; nous avons de nombreux travaux qui ont été faits pour la France, notamment par M. March et par M. de Foville, et qui constatent un mouvement de hausse. C'est donc une confirmation, et j'en ai bien d'autres, que je ne vous donne pas pour ne pas fatiguer votre attention. En France, les nombres indices que l'on a pu calculer sur les denrées alimentaires confirment ceux des lycées. En est-il ainsi seulement en France ? Non.

Voici la courbe de Sauerbeck, qui descend jusqu'en 1895 et remonte ensuite. Hambourg donne exactement le même mouvement.

En est-il ainsi seulement dans l'Europe occidentale ? Je passe en Amérique et je prends le *Bulletin* du département du travail, qui nous donne exactement les mêmes résultats. Donc, en Amérique comme en Europe, il y a eu un double mouvement, qui n'est pas d'ailleurs isolé. Ce que les lycées ont donné concorde dans une certaine mesure, et très suffisamment, avec ce qu'ont donné les courbes des autres pays ; nous pouvons donc dire qu'il y a eu abaissement de 1880 à 1900 et que depuis quatre ou cinq ans il y a eu un accroissement considérable dans tous les pays. C'est une confirmation du travail particulier que j'ai entrepris.

Il y avait une chose intéressante à distinguer, je veux parler des prix des petits et des grands lycées, et de cet examen est résulté un enseignement qui n'a pas été tout à fait celui que j'avais prévu.

Tous les chiffres indiquent un accroissement plus grand en tant pour cent dans les petits lycées que dans les grands. Cela pourrait tout d'abord nous étonner, mais quand on y réfléchit, cela n'étonne plus, car voici ce qui s'est produit : je ne dis pas que les prix soient plus élevés dans les petits lycées que dans les grands — ils sont peut-être un peu moindres dans les petits que dans les grands — mais l'accroissement des prix, en tant pour cent, a été plus grand dans les petits lycées que dans les grands. Pourquoi ?

Parce que les petits lycées sont dans de petites villes, dans des régions agricoles ou semi agricoles ; que les grands lycées sont dans les grands centres, dans les grandes agglomérations. Or, il est évident que par suite des progrès du commerce et de l'amélioration ou de l'augmentation des voies de communication est née une tendance continuelle à amener les denrées des localités qui les produisent vers les grands marchés de consommateurs que sont les grandes villes. Naturellement, les localités rurales — si je puis les appeler ainsi — voyant leurs denrées partir pour les grandes villes, les paient plus cher puisqu'elles sont plus recherchées, tandis qu'au contraire, dans les grandes villes où les approvisionnements sont plus complets, où la hausse est tempérée par ce bienfait qu'on appelle la concurrence et dont les économistes font une des lois du progrès de la civilisation ainsi que de la richesse, on se procure ces denrées à meilleur compte.

Il y a là une démonstration à laquelle je ne m'attendais pas, mais qui est en somme très claire, si claire qu'à Paris — où l'on se plaint beaucoup de la cherté des vivres — l'augmentation en tant pour cent a été moins forte que dans les autres villes.

J'ai choisi pour Paris trois lycées, et autour de Paris, deux lycées. J'ai pris autour de Paris, Lakanal et Versailles et j'ai constaté qu'à Lakanal et à Versailles l'augmentation avait été plus grande qu'à Paris, et pourtant ces deux lycées sont bien près de Paris, mais à Paris l'approvisionnement est plus facile.

Il y a donc une influence des voies de communication sur l'accroissement ou la diminution des prix, et j'en trouve une autre preuve dans les régions que j'ai choisies.

Dans quelles régions cet accroissement s'est-il manifesté davantage ? Pour les petits comme pour les grands lycées, c'est dans la région du Centre, dans cette partie de la France où les agglomérations de population sont moindres, que l'accroissement en tant pour cent a été le plus grand.

Sur quoi a porté l'augmentation ?

Elle n'a pas porté sur toutes les denrées. Certaines de ces denrées ont diminué, le sucre par exemple. M. Yves Guyot vous dira : Ce n'est pas extraordinaire ! Le sucre a diminué parce qu'on a supprimé la prime, et il aura raison...

M. Yves GUYOT. — Diminué seulement...

M. LEVASSEUR. — Il en est de même pour le vin, car effectivement on paie le sucre et le vin moins cher qu'on ne les payait en 1880, dans les lycées comme dans les ménages.

J'examine le sucre et je vois que dans toutes les régions de la France son prix varie peu, mais il a baissé et à peu près également dans toutes les régions.

En dehors des vingt denrées dont je vous parlais tout à l'heure, j'ai pris le charbon de terre, qui est utile pour la cuisine, et il n'en est pas de même pour le charbon que pour le sucre ; il y a une différence considérable de prix d'une région à l'autre. Pourquoi ? C'est parce que le sucre, relativement à son prix, est une marchandise sur laquelle les frais de transport influent peu pour augmenter la valeur totale, tandis que les frais de transport influent beaucoup sur une marchandise pesante comme la houille. A mesure qu'une marchandise subit plus fortement l'influence du prix du transport, on voit des différences plus grandes d'une région à l'autre ; au contraire, quand le prix du transport influe peu, il se produit très naturellement, par le commerce, un mouvement de nivellement très général, qui fait que les prix se ressemblent à très peu près.

Parmi les denrées qui ont beaucoup augmenté, on peut citer la viande, sur

laquelle on constate une augmentation d'environ 20 %, et plus dans certaines régions ; cette augmentation sur la viande s'est manifestée très fortement dans la région du Centre, parce que cette région exporte de plus en plus son bétail vers des régions comme Paris, et là encore l'influence des voies de communication se fait sentir pour le renchérissement, à l'avantage du cultivateur qui trouve un placement plus avantageux de sa marchandise.

Je ne poursuivrai pas plus longtemps cette sorte d'introduction que je fais à cette brochure ; cependant, un mot encore. J'ai voulu rattacher ce travail, qui est limité à un quart de siècle, à l'ensemble du mouvement des prix. Je vous montrerai que dans l'Europe presque entière il y a eu des prix qui n'ont pas considérablement varié et qui, jusque vers 1850, auraient eu plutôt une tendance à la baisse, prix qui, de 1850 à 1880, auraient, avec des oscillations, subi un accroissement considérable. Depuis 1880, par suite de différentes causes, il y a eu un abaissement, et pour toutes les marchandises en général il y a eu depuis 1895 un relèvement.

Quelles sont ces causes ?

Elles sont multiples ; la cause principale réside surtout dans le mouvement général de la richesse, qui a été plus ou moins accéléré. Je suis de ceux parmi les économistes qui croient que la production des métaux précieux n'est pas absolument indifférente dans cette question. Mais je ne l'aborde pas et je termine en vous remerciant de m'avoir écouté et en disant un petit mot pour me réconcilier un peu avec les dames à qui j'ai affirmé que jusqu'en 1895 les prix avaient baissé.

Toutes les dames disent que la vie renchérit, et tout le monde a raison. En effet, quand les prix baissent, la vie renchérit encore, non pas nécessairement parce que les prix des marchandises baissent, mais parce que dans la civilisation moderne nous nous créons de plus en plus un grand nombre de besoins qu'il faut satisfaire, et que pour les satisfaire il faut de l'argent.

J'ai toujours distingué deux choses : la valeur commerciale de l'argent et la valeur sociale de l'argent. La première n'a pas diminué, au contraire, mais ce qui a considérablement diminué, c'est la valeur sociale de l'argent, c'est-à-dire la somme d'argent que dans chacune des conditions de la vie il faut pour se tenir en quelque sorte à son rang. Cela crée quelquefois dans la vie des difficultés ; ne nous en plaignons pas trop cependant, parce que c'est la conséquence du développement de la richesse dans le monde. (*Applaudissements prolongés.*)

M. le PRÉSIDENT. — Je crois être l'interprète de toute l'assistance en remerciant M. Levasseur de la communication si intéressante, si instructive et si vivante dont il vient de nous donner connaissance. La Société de Statistique, qui doit déjà tant à M. Levasseur, lui est infiniment reconnaissante d'avoir bien voulu apporter à cette séance exceptionnelle l'inappréciable concours de sa haute autorité, de son érudition et de son éloquence.

Je n'ouvre pas de discussion sur la communication de M. Levasseur, qui sera adressée à toutes les personnes présentes à cette séance.

La parole est à M. Alfred Neymarck, pour sa communication sur : *Le Mouvement des fonds d'État des grands pays.*

M. Alfred NEYMARCK. — Mesdames, messieurs et chers confrères,

Dans l'ensemble des valeurs mobilières dont le total énorme s'accroît chaque année, les fonds d'État occupent une place importante. Tous les États, dans les cinq parties du monde, ont des dettes publiques constituées. Ces dettes sont représentées par des titres appelés rentes, bons ou obligations du Trésor, auxquels le public a été amené à souscrire ou qu'il a achetés ou achète sur les marchés publics appelés bourses des valeurs.

En Europe seulement, le montant en capital des dettes publiques européennes, représenté par des rentes perpétuelles ou remboursables, bons du Trésor ou annuités, se rapproche du chiffre énorme de 155 milliards, alors qu'en 1866 il s'élevait à 66 milliards et à 75 milliards en 1870. Depuis quarante ans, le capital

des dettes publiques européennes a plus que doublé. L'intérêt des dettes et leur amortissement dans les pays où il s'effectue exigent annuellement 6 milliards et demi. Avec les dépenses militaires pour la guerre et la marine, dépenses qui tous les ans grossissent, les budgets européens paient, tous les ans, de 14 à 15 milliards : c'est à peu près le cinquième du montant en capital auquel s'élevaient ces mêmes dettes en 1870.

Par quoi sont représentés ces milliards qui donnent le vertige ? Par des morceaux de papier appelés titres de rente, papiers négociables soit sur les marchés nationaux, soit sur plusieurs grands marchés internationaux, et qui subissent chaque jour de nombreuses fluctuations.

Quelles ont été, dans une assez longue période permettant des réflexions et des études utiles, les amplitudes de ces fluctuations, en hausse ou en baisse ?

Quels ont été les plus hauts et les plus bas cours pendant de longs espaces de temps, cinquante, quarante, trente, vingt-cinq, vingt, dix ans ?

Quelles en ont été les causes ?

Après avoir relevé les cours de tous les fonds d'États dans une longue période, remontant pour plusieurs d'entre eux jusqu'à cinquante, soixante, soixante-quinze et quatre-vingts ans, cours en hausse, cours en baisse, cours les plus hauts, cours les plus bas, j'ai pensé qu'il n'y aurait plus qu'à relier ces diverses dates et ces divers cours par quelques lignes et que la vue seule de ces graphiques élémentaires devait inviter à rechercher les causes de ces mouvements.

Telle est l'idée première de ce travail. C'est une contribution nouvelle que la statistique apporte aux travaux de sa grande sœur l'économie politique, avec laquelle elle est unie par des liens si étroits que l'une et l'autre ont besoin de s'appuyer mutuellement sur leurs études et leurs recherches.

Ne vous effrayez pas de ce gros dossier. Il contient 27 graphiques concernant les pays européens et un graphique récapitulatif.

Je serai obligé d'être aussi bref que possible, car si je consacrais seulement deux minutes à la présentation et au commentaire de chacun de ces graphiques, il me faudrait cinquante-six minutes, près d'une heure et le banquet de la Société de Statistique doit bientôt commencer.

Vous m'excuserez et me pardonnerez : vous vous rappelez les avis si sages de notre maître à tous, « le bon génie de la statistique », comme nous l'appelons, M. E. Levasseur, lui qui pourrait nous appeler « ses enfants », comme il le disait avant-hier ; dans un éloquent et émouvant discours, il disait « qu'un statisticien devait avant tout être exact ». Or, je me le reprocherais, si en parlant trop longtemps on entendait dire que lorsque nous fixons telle ou telle heure, c'est une inexactitude.

Les causes qui déterminent ou peuvent déterminer les mouvements des cours des fonds d'État et leur taux de capitalisation ont toujours été, dans les divers pays européens et extra-européens, l'objet des études et aussi des préoccupations des économistes, des statisticiens, des hommes politiques et des législateurs.

Pourquoi telle rente d'État, dont les finances sont bien ordonnées, se négocie-t-elle plus cher ou moins cher que telle autre d'un pays dont les finances sont aussi bien administrées ?

Pourquoi, dans tel pays, les rentes sont-elles l'objet de variations de cours étonnantes, classées dans de gros ou de petits portefeuilles, tandis que les autres varient peu et sont mieux ou moins bien classées et disséminées ?

Causes économiques, budgétaires, financières ;

Causes politiques, productivité financière, commerciale et industrielle ;

Facilité avec laquelle les charges fiscales sont acquittées et supportées ;

Organisation financière du marché, de la clientèle de placement et d'épargne dans les divers pays ;

Unité ou diversité de fonds nationaux ;

Mode d'emploi des capitaux sur les rentes et autres valeurs ; étendue du marché financier et des négociations ;

Goût de la clientèle pour acquérir des rentes ou d'autres titres, etc., telles sont quelques-unes des causes qu'il faudrait, comme je l'ai fait dans diverses études, étudier en quelque sorte, les unes après les autres, en détail, par le menu.

Pour le faire, je serais obligé de demander plusieurs séances à notre société et je ne dois pas oublier que je ne puis disposer que de quelques instants. Aussi me bornerai-je, non pas même à entrer dans des détails de chiffres ou dans des considérations économiques ou statistiques, mais à faire passer sous vos yeux quelques graphiques qui montrent, pendant une longue période, les mouvements de fonds d'États européens et de quelques fonds extra-européens.

Les lignes de ces graphiques, qui montent et s'abaissent, ont par elles-mêmes leur signification. Ces graphiques concernent, par ordre alphabétique, les pays suivants : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Italie, Norvège, Portugal, Roumanie, Russie, Suède et Turquie. J'ai ajouté un graphique pour la rente unifiée de l'Égypte dont la politique est commune à celle de l'Europe.

D'autre part, dans un seul graphique, sans me préoccuper des cours et des pays, j'ai synthétisé, en quelque sorte, par des lignes, les fluctuations extrêmes qui se sont produites.

Veuillez maintenant faire abstraction, dans votre pensée, des divers pays. Vous en arriverez à cette conclusion :

On peut ramener à deux faits principaux les causes qui influencent les cours soit en baisse, soit en hausse :

1° Les guerres extérieures, les crises intérieures, la situation économique commerciale et industrielle, les crises ont toutes leur influence déprimante ;

2° La paix à l'extérieur et à l'intérieur, le développement amical et régulier des relations commerciales et industrielles entre les divers pays, ont, dans tous les pays, leur influence ascendante. Et je salue ici l'apôtre de la paix, notre vénéré maître M. Frédéric Passy. (*Vifs applaudissements*)

En sorte que la statistique est, en cela, d'accord avec l'économie politique. C'est la paix, c'est le développement des affaires qui, dans tous les pays, sont le plus sûr adjuvant de la fortune publique et de l'ascension des fonds d'États, quelles que soient les crises passagères qui se produisent.

Dans une réunion composée de tous nos savants confrères étrangers, cette constatation, qui s'appuie sur des chiffres et des graphiques, montre que, sur ce point encore, la statistique est d'accord avec l'économie politique. Le maintien de cet accord, c'est le vœu que tous les statisticiens et économistes peuvent émettre en montrant l'influence de la paix et du développement des relations commerciales et financières entre tous les pays. (*Vifs applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT. — J'ajoute mes remerciements à ceux que vos applaudissements ont apportés déjà à M. Alfred Neymarck. Je le remercie de sa communication trop brève. Nous la retrouverons, *in extenso*, dans le prochain numéro du Journal de la Société, et je suis sûr que, tous, vous serez heureux de lire, après l'avoir entendu, cet intéressant chapitre ajouté aux savantes études antérieures de M. Neymarck sur la statistique des valeurs mobilières.

La parole est à M. Paul Meuriot, pour sa communication sur *les migrations internes dans quelques capitales européennes.*

M. Paul MEURIOT. — Mesdames, messieurs, je serai très bref. Ma communication consistera simplement dans l'inspection de quelques cartes.

Vous savez — et ceci est un phénomène démographique universel — qu'au fur et à mesure que les villes s'étendent, le centre diminue de population et les quartiers excentriques augmentent. Mais ce double phénomène n'est pas dû à des causes purement naturelles, c'est-à-dire, par exemple, à la plus-value des décès et des naissances ; il est dû à une cause nouvelle et particulièrement intéressante, à la plus-value de l'émigration ou de l'immigration, à un mouvement qui dépeuple les quar-

tiers du centre et peuple les quartiers de la périphérie d'une double façon, soit que les habitants émigrent de l'intérieur vers l'extérieur, soit que des habitants venus du dehors, c'est-à-dire du reste du pays, se fixent de préférence, pour des raisons économiques, sociales ou industrielles, dans les quartiers excentriques.

Nous allons étudier ce phénomène dans quelques capitales de l'Europe. Nous commencerons par Vienne, pour lequel je n'ai qu'une carte ; nous continuerons par Berlin, pour lequel j'ai deux cartes ; par Londres, pour lequel j'ai également deux cartes et je terminerai par Paris, tout naturellement, puisque Paris a l'honneur de vous recevoir.

A Vienne, les quartiers de l'intérieur, pour une période qui, vu la marche rapide des choses, est relativement éloignée, 1890-1900, montrent une émigration qui n'est pas encore bien considérable ; elle n'affecte que quatre quartiers sur les dix-neuf que compte la ville de Vienne. Dans la ville centrale, nous avons quelques quartiers qui montrent une certaine immigration, mais assez faible ; au contraire, si nous nous portons vers la banlieue, ainsi que la différence de teinte l'indique, nous rencontrons une immigration assez considérable. Là où elle s'accroît, c'est dans ces quartiers de l'ouest où la ville de Vienne commence déjà à escalader les dernières pentes des Alpes, ou vers le sud-est, ou en allant vers le Danube. En effet, dans la période de 1890-1900, sur une immigration totale qui, dans les quartiers extérieurs de Vienne, équivaut à 170.000 unités, plus de 40.000 appartiennent au seul quartier de Léopoldstadt.

Je passe à Berlin. Nous nous trouvons en présence de deux cartes ; l'une dressée pour la période de 1885 à 1890, l'autre pour la période de 1900 à 1905. Ces périodes sont rapprochées sans doute, mais en présence du développement considérable de la population de Berlin, elles sont cependant très différentes l'une de l'autre.

La période quinquennale de 1885 à 1890 correspond au plus grand développement de la population berlinoise jusqu'à présent. En effet, durant cette période, l'augmentation avait été d'environ 270.000 habitants. Les quartiers de l'intérieur ont déjà une émigration, mais cette émigration n'affecte d'une façon sensible que les purs quartiers du centre ; au contraire, nous avons une petite émigration sur la gauche de la Sprée, un peu au sud.

Regardons la périphérie, nous voyons une immigration très forte dans les quartiers de l'est et du sud-est et dans les quartiers de l'ouest.

Comparons immédiatement la carte contemporaine à la précédente. J'ai pu, pour cette carte de 1900 à 1905, avoir des renseignements sur certaines localités de la banlieue. Dans cette période l'émigration atteint la grande majorité des quartiers du centre, alors que de 1885 à 1890 peu de quartiers étaient affectés par l'émigration. Nous avons sur l'ensemble des quartiers treize qui sont atteints ; dans toute la région du centre et dans toute la région de l'est, il y a une émigration sensible, puisqu'elle dépasse de 5 à 15 % ; elle est plus faible du côté de l'ouest.

Le progrès se fait dans l'immigration du côté des quartiers extérieurs de l'ouest. Nous avons immédiatement la banlieue, et nous voyons qu'alors que le mouvement migratoire diminue dans l'intérieur, il se fait vers la banlieue.

Nous avons de 30 à 40 % d'augmentation à Schöneberg et à Charlottenburg ; d'autre part, à Moabit, l'émigration dépasse même cent pour cent.

Pour Londres, nous pouvons également présenter deux cartes ; l'une qui correspond à la période de 1861-1871, et l'autre à la période de 1891 à 1901.

Pour la première carte, nous voyons que l'ensemble de Londres est exactement partagé entre un mouvement d'émigration et un mouvement d'immigration ; la moitié des districts présente une émigration, l'autre moitié une immigration.

Parmi les quartiers qui ont un mouvement de peuplement par surplus d'immigration intérieure, nous en trouvons deux de la zone centrale.

Au centre, il y a presque partout une émigration considérable qui dépeuple progressivement toute cette région de la Cité, de Holborn, du Strand, etc. Vous savez que la Cité de Londres, après avoir eu en 1851 une population de 100.000 âmes, compte aujourd'hui tout au plus de 25.000 à 26.000 habitants.

A l'extérieur, au contraire, sauf l'exception de Woolwich et une exception insignifiante à Saint-Pancras, nous avons une immigration considérable, puisqu'elle atteint 50 % à Kensington et 60 % au sud-ouest.

J'arrive à la seconde carte de Londres. Ici, comme à Berlin, j'ai pu mettre en regard la ville proprement dite et la banlieue. Vous voyez que dans cette période de 1891 à 1900 l'émigration est presque générale dans toute la ville de Londres ; il n'y a pas en effet de surplus d'immigration et c'est le surplus inverse qui triomphe. Il n'y a d'immigration que vers le sud-est ; dans l'ouest nous avons une immigration pour ainsi dire nulle là où nous avons 50 % dans la période antérieure. Au contraire, si nous promenons nos regards sur la banlieue de Londres, nous trouvons partout l'immigration.

Nous allons constater pour Paris ce phénomène que nous venons de voir pour Londres et pour Berlin.

Pour Paris, nous avons également deux périodes comparées, la première qui va de 1876 à 1881, et la seconde de 1901 à 1906.

Dans la première période, nous avons pour l'ensemble de Paris une augmentation par surplus d'immigration dans la grande majorité des arrondissements, puisque dans trois seulement, la Bourse, le Luxembourg et l'Opéra, nous constatons une émigration qui n'était, du reste, sensible jusque-là que dans les I^{er} et II^e arrondissements. Partout ailleurs les teintes rouge et rose l'emportent et elles sont particulièrement accentuées du côté du nord et dans le XV^e arrondissement, à Vaugirard. Au contraire, dans le XVI^e, nous avons une teinte assez faible.

Dans la deuxième période, nous constatons un phénomène inverse. Dans la période de 1876 à 1881, il n'y avait que trois arrondissements présentant un surplus d'émigration ; ici, au contraire, nous rencontrons l'émigration dans la majeure partie des arrondissements parisiens. C'est compréhensible pour les arrondissements du centre, mais nous voyons le XI^e arrondissement, arrondissement ouvrier qui touche presque à la périphérie, qui avait une immigration assez sensible et qui, dans la période qui nous occupe, est lui-même en voie de dépeuplement : il chasse une partie de ses habitants vers l'extérieur.

Faisons le tour intérieur de Paris ; nous rencontrons une immigration minime. Si nous comparons le nord de Paris dans les deux périodes, nous constatons que la teinte a changé ; nous n'avons plus qu'une immigration relativement peu considérable, et l'immigration la plus grande nous est donnée par le sud et surtout par le XVI^e arrondissement de Paris, Auteuil et Passy.

En ce qui concerne la banlieue, j'ai pu examiner une double zone périphérique extérieure : d'un côté, les localités qui touchent à l'enceinte même de Paris, première zone, et de l'autre côté, les localités qui sont voisines, qui appartiennent au département de la Seine et quelques-unes au département de Seine-et-Oise.

Dans les localités de la banlieue immédiate de Paris, nous rencontrons des teintes assez prononcées et un mouvement d'immigration assez net ; cependant, nous voyons déjà que ces teintes, très sensibles, ne sont pas uniformes et que dans la région du nord, un peu dans celle de l'est, apparaissent des teintes plus pâles ; cela tient à ce fait que le mouvement migratoire de Paris se reporte plus loin, et vous avez dans la région est des localités de développement intense nouveau, qui bénéficient beaucoup de l'immigration, par exemple, dans la presqu'île de la Marne, le groupement de Saint-Maur, à l'ouest le groupement considérable de Bois-Colombes, Colombes, Courbevoie, Rueil, Saint-Cloud, et même Argenteuil. Entre ces localités et le centre de Paris s'établit une sorte de rythme, et l'on peut dire qu'à moindre immigration pour les quartiers intérieurs, correspond dans une direction donnée une immigration plus forte vers les quartiers extérieurs.

Nous nous trouvons donc en présence d'un phénomène universel, que nous n'avons fait que confirmer par ces cartes, et cela indique immédiatement combien les banlieues et les villes elles-mêmes ne forment qu'un même tout, qui ne correspond plus à l'idée ancienne qu'on se faisait de la ville serrée dans ses murailles et séparée du reste du monde. Ce tout, c'est ce qu'on appelle l'agglomération. C'est le seul mot qui convienne à ces grandes masses urbaines d'aujourd'hui. (*Applaudissements.*)

M^{le} **PRESIDENT** — Nous remercions M. Meuriot de sa communication si substantielle. Et nous vous remercions surtout, messieurs, nous vous remercions plus encore, mesdames, de toute l'attention bienveillante que vous avez prêtée à nos conférenciers. Vous venez de donner à la Société de Statistique un précieux témoignage de confraternité. Elle vous en est profondément reconnaissante.

Les communications de nos membres sont d'ordinaire suivies de discussions auxquelles prennent part de nombreux collègues. Quelque intérêt que présentassent les questions qui viennent d'être exposées, le peu de temps dont nous disposions ne nous permettait pas de les débattre cette fois. Ceux de nos collègues à qui elles ont suggéré des observations présenteront celles-ci dans une séance ultérieure.

Je vous invite, mesdames et messieurs, à venir prendre place maintenant au dîner qui nous attend.

La séance est levée

Le Secrétaire général,
E. FLECHEY.

Le Président,
G. PAYELLE.

LE BANQUET

Le banquet, servi dans la grande salle du rez-de-chaussée de l'immeuble de l'avenue Hoche, réunissait environ deux cent cinquante convives. Leur liste figure ci-dessus, pages 261 à 263, dans le compte rendu de la séance tenue avant le repas. Toutes les tables, reliées perpendiculairement à la table d'honneur, étaient abondamment garnies de fleurs. Le menu, gravé à l'eau-forte par Maquet et décoré d'un frontispice inspiré d'une composition d'Eisen, était libelle comme suit :

Potage Bisque
Crème de Volaille
Barquettes des Alpes
Truite de la Loire gelée au Margaux, sauce Corail
Selle de Behague Lyonnaise
Ris de veau Renaissance
Jambon paille, sauce Chypre
Granités Fougerolles
Sorbets au Porto doré
Poulardes du Mans Périgourdine
Fondant de foie gras au Tokay
Salade Dauphinoise
Fonds d'Artichauts au Yquem
Poires à la Grimaldi
Glace Parisienne
Fruits
Dessert

VINS

Château Maillé Yquem 1902
Château Cos d'Estournel 1896
Chambertin 1884 — Porto Vieux
Champagne Roederer

Un orchestre et un quatuor vocal dirigés par M. F. Desgranges, chef d'orchestre

de la présidence de la République, se sont fait entendre pendant le repas. Le programme était ainsi composé :

1	Le Directeur de Comédie	MOZART.
2	Air de ballet de Namouna	LALO.
3	(a) La Gibara, chanson populaire espagnole.	***
	(b) Lied	SCHUMANN.
	Quatuors vocaux	
4	Prélude	GRIEG.
5	Chœur de Philémon et Baucis.	GOUNOD.
6	La Bohême	PUCCHINI.
7	Chanson Hongroise	BRAHMS.
	Quatuor vocal	
8	Suite d'orchestre sur Lohengrin.	WAGNER.
	Orchestre et Chœur	
9	Incantation du Roi de Lahore.	MASSENET.
	Quatuor vocal	
10	Marche Française	SAINT-SAËNS.

A la fin du dîner, M. Payelle, président de la Société, prend la parole et porte tout d'abord la santé du Président de la République. Tous les assistants se lèvent pour s'associer à ce toast, tandis que l'orchestre, à la demande de plusieurs de nos confrères étrangers, exécute la *Marseillaise*

Nous donnons ici le toast de M. Payelle :

MESDAMES, MESSIEURS, MES CHERS CONFRÈRES,

« Mes premières paroles seront pour saluer M. le Président de la République et pour le remercier des marques précieuses de sympathie qu'il a bien voulu nous donner à l'occasion de ces fêtes de la Statistique. Sa haute raison et son souci des intérêts généraux du pays ne pouvaient le laisser indifférent aux résultats d'une science si nécessaire au gouvernement et à l'administration des affaires publiques. Nous adressons à M. Fallières l'hommage de notre profond respect et de notre vive reconnaissance. (*Vifs applaudissements.*)

« J'ai également un devoir de reconnaissance à remplir envers le Gouvernement, envers l'Institut de France, la Ville de Paris, le Conseil général de la Seine et les grandes administrations publiques qui veulent bien nous accorder leur patronage et leurs encouragements. Je remercie leurs délégués et leurs représentants.

« Je salue les hommes politiques éminents, les représentants des Sociétés savantes de Paris et de la province et particulièrement M. Frédéric Passy, notre maître en économie politique, que nous sommes heureux de voir ici auprès de M. Levasseur, notre maître en statistique. Je remercie les membres de la Presse économique et tous les statisticiens français qui sont venus en si grand nombre nous apporter leur témoignage autorisé en faveur de notre œuvre scientifique.

« A nos hôtes étrangers surtout je dois dire merci. Nous sommes fiers d'avoir en ce moment à nos côtés, pour fêter notre Cinquantenaire, les représentants les plus considérables de la Statistique et des Sociétés de statistique étrangères. Je salue le président de la *Royal Statistical Society* de Londres, M. Athelstane Baines, en me rappelant la longue amitié qui lie notre association à sa sœur aînée anglaise. La présence à cette fête de tant de savants appartenant à toutes les nationalités atteste les liens de confraternité qui, à travers les frontières, unissent les statisticiens du monde entier dans un idéal commun de progrès scientifique. Qu'ils soient les bienvenus parmi nous, et qu'ils soient remerciés d'avoir montré une fois de plus, en répondant à notre appel, que la Statistique, dont les investigations s'étendent à toutes les familles humaines, est par là même un admirable instrument de solidarité universelle. (*Applaudissements.*)

« Soyez remerciées, vous enfin, mesdames, à qui j'ai gardé la meilleure place, de

nous avoir apporté le meilleur de cette fête. Le premier de nos présidents, Michel Chevalier, disait que la Statistique, qu'il appelait la sœur jumelle de l'Économie politique, se présente nécessairement sous un aspect sévère et le front tout hérissé de chiffres. Ce soir, mesdames, vous avez fait de la Statistique la sœur jumelle de la beauté. Grâce vous soient rendues de nous l'avoir si bien parée, en mêlant vos fleurs à ses chiffres et vos sourires à ses austérités. (*Applaudissements.*)

« Vous savez, messieurs, et vous aussi, mesdames, vous savez ce qu'est la Société de Statistique de Paris. Déjà, dans le petit livre sans prétention que nous avons eu à cœur de vous offrir à votre arrivée parmi nous, nous vous avons retracé l'histoire de notre association, depuis ses débuts jusqu'à la veille même de ce cinquantenaire.

« Vous savez ce que nous sommes : des statisticiens ; ce que nous faisons : de la statistique.

« On sourit quelquefois de la statistique et des statisticiens. Les ignorants — car l'ignorance prend volontiers le masque de l'ironie — se livrent à des plaisanteries faciles sur la statistique, et ils s'imaginent un peu que les statisticiens sont, comme les philosophes, « de grands compositeurs de riens, qui pèsent gravement des œufs de mouches dans des balances de toile d'araignée ».

« Il y a des gens qui aiment à se laisser vivre au jour le jour, au gré des événements et de ce qu'ils appellent le hasard. — Nous ne sommes pas de ces gens-là. Nous croyons que des lois générales dirigent les événements humains, et que la découverte de ces lois est possible avec de l'application et de la méthode dans l'observation.

« Il y a des gens qui pensent que l'homme est le jouet de forces irrésistibles, que l'univers est notre maître et qu'il est sage d'accepter l'univers. — Accepter l'univers, sans doute, il le faut bien. Non pas cependant par une aveugle soumission aux forces inconnues, mais par l'exploration attentive du monde physique et moral, par l'examen consciencieux des phénomènes et par le rattachement des effets aux causes.

« Il y a des gens qui veulent être trompés. La brutalité des chiffres les effraie. La connaissance des maux de l'humanité trouble leur quiétude. Mortalité, dépopulation, criminalité, grèves, accidents du travail, toutes ces matières à statistique répugnent à leur sensibilité. — Nous pensons, nous, que les chiffres ont ici une vertu bienfaisante et que l'étude par les chiffres de ces problèmes, même redoutables, même douloureux, peut conduire à des solutions permettant de conjurer ou du moins d'atténuer les misères dont nous souffrons.

« Il y a des gens enfin qui se plaisent au pays d'utopie, et qui prétendent réformer le monde sur le papier, au gré de leurs rêves et de leur fantaisie. — Nous pensons, nous, qu'il n'est pas de réforme digne de ce nom, pas d'amélioration économique ou sociale possible sans une étude préalable des données numériques, sans ces bases fermes et sûres que la statistique peut seule offrir aux constructions législatives. (*Applaudissements.*)

« Voilà pourquoi nous sommes des statisticiens. Voilà pourquoi nous faisons de la statistique.

« Voilà pourquoi, depuis bientôt cinquante ans, nous travaillons, de tout notre effort collectif, de toute notre persévérance, à répandre le goût de la statistique, à en proclamer les bienfaits et, dans la mesure de nos forces, à en accroître les acquisitions.

« Et c'est pourquoi je boirai à la Statistique et aux statisticiens ; — à la Statistique, « outil de merveilleux service », comme eût dit notre vieux Montaigne ; — aux statisticiens, et surtout à nos confrères étrangers, que je remercie encore une fois de nous avoir fait ces noces d'or inoubliables ! »

Des applaudissements répétés, suivis d'un double ban, accueillent le discours de notre président.

M. Troïnitsky, sénateur de l'empire de Russie, vice-président de l'Institut international de Statistique, prend ensuite la parole.

MESDAMES ET MESSIEURS,

« M. le président de la Société de Statistique de Paris, qui a si chaleureusement souhaité la bienvenue aux savants étrangers et aux membres de l'Institut international de Statistique présents à cette fête, me confie l'honneur de répondre à son toast. Pourquoi est-ce à moi qu'il a donné la parole? Sans doute parce que je suis du nombre, déjà bien restreint, des membres fondateurs de l'Institut international encore vivants. S'il m'avait choisi dans la pensée que je lui répondrais par un véritable discours, son espoir serait déçu, car je ne suis rien moins qu'un orateur et je ne me hasarderais pas à faire de l'éloquence devant un pareil auditoire, en présence de maîtres de la parole et de la science tels que MM. Frédéric Passy et Emile Levasseur.

« Il est pourtant des moments dans la vie des individus et des sociétés où nul n'a le droit de se récuser. Par suite du deuil où nous a plongés la mort de notre éminent et infiniment regretté président, M. le Dr Charles de Inama-Sternegg, l'Institut international a tenu sa douzième session sous la direction de ses trois vice-présidents. Mais il se trouve que le plus ancien d'entre eux, notre vénéré confrère, M. Emile Levasseur, est membre du conseil de la Société de Statistique de Paris, dont nous sommes ici les hôtes. Il se trouve aussi que, malheureusement, — la circonstance m'autorise à employer cet adverbe — M. Levasseur est Français et, comme nous sommes en France, et que l'Institut est international, je reconnais que c'est à l'un des vice-présidents étrangers qu'il appartient de répondre aux paroles de bienvenue que nous venons d'applaudir. Je m'incline donc et j'obéis.

« On a beaucoup parlé famille au cours de cette journée; on a rappelé les liens de parenté qui unissent l'Institut international de Statistique et la Société royale de Londres à ces deux sœurs jumelles que sont, par la nature de leurs travaux, la Société de Statistique de Paris et la Société d'Economie politique. Pour ne rien omettre des relations de parenté des diverses institutions ici représentées, je me fais un devoir de rappeler que, si l'Institut international de Statistique a vu effectivement le jour à Londres, en 1885, pendant les fêtes du cinquantenaire de la *Royal Statistical Society*, c'est à Paris, au sein de la Société de Statistique, qu'il avait pris naissance et que la première idée de sa création s'était manifestée. De ces deux sociétés, celle de Paris, qui nous accueille aujourd'hui, fête, comme on l'a dit, ses noces d'or; l'autre, celle de Londres, va prochainement fêter ses noces de diamant, et le moment est proche aussi où l'Institut international fêtera ses noces d'argent. La statistique, décidément, n'a pas l'habitude de coiffer Sainte-Catherine. (*Rires et applaudissements.*)

« Mesdames et messieurs, sans avoir commencé, j'ai fini. Aussi bien cette série de fêtes jubilaires n'a pas besoin de commentaires et, jusque dans leur coïncidence, on voit s'affirmer la bonne entente qui règne au sein de la grande famille des statisticiens. (*Nouveaux applaudissements.*)

« Au nom de l'Institut international de Statistique, j'offre à la Société de Statistique de Paris l'expression de notre profonde gratitude pour le chaleureux et fraternel accueil qu'elle nous a fait à cette belle fête commémorative et à la remarquable séance tenue auparavant. Je lui souhaite de réaliser toujours de nouveaux progrès dans le domaine de la science; je lui souhaite longue vie et prospérité. Et j'invite tous mes collègues de l'Institut international à vider leurs verres à l'avenir de la Société de Statistique de Paris et à la santé de ses membres! » (*Bravos répétés.*)

La parole est ensuite donnée à M. Athelstane Baines, président de la *Royal Statistical Society* de Londres, qui, répondant aux souvenirs évoqués par M. Payelle, s'exprime en ces termes :

« Monsieur le Président, je vous remercie du fond du cœur de l'honneur que vous venez de faire à la Société que je représente, en associant son nom à celui de

la Société sœur qui nous offre ce soir son hospitalité. Je tiens à vous assurer, monsieur le Président, et vous aussi, mes chers neveux parisiens — les fils de ma sœur cadette me permettront de leur parler en oncle, — que les sentiments affectueux et les bons souvenirs auxquels vous venez de donner une expression si gracieuse sont réciproques de notre côté de la Manche. (*Applaudissements.*) Si notre gratitude ne s'exprime pas d'une manière également digne des liens qui nous unissent, c'est par manque de paroles, non de bonne volonté. Il a été décidé qu'à nos séances on se servirait de la langue la plus répandue, la plus usitée et aussi, je le reconnais, la plus convenable à cet effet. Malheureusement, cette langue n'est pas la mienne.

« Permettez-moi donc, monsieur le Président, de rappeler, en français peut-être un peu britannique, que, dans une intimité de cinquante ans, jamais un nuage n'a obscurci la franche cordialité des deux sœurs que nous représentons. Et je ne conçois rien qui puisse les brouiller. Leur but et leurs méthodes sont identiques. L'une et l'autre se sont mises de même à la poursuite de la vérité. De part et d'autre, la grande autorité qui s'attache à leurs travaux provient de la probité et de l'impartialité de leurs recherches.

« Depuis quelques années, on a établi entre nos patries, par la voie de la politique et de la diplomatie, des relations pour la définition desquelles il faut que je me serve d'une locution française, entrée d'ailleurs dans la langue anglaise, je veux dire une « entente cordiale ». Il m'est permis d'affirmer qu'une entente non moins solide, non moins amicale existe non seulement entre nos deux sociétés, mais entre tous les serviteurs de la science à laquelle nous sommes dévoués, une entente qui ne prend pas son appui dans la diplomatie, qui ne s'arrête pas à la frontière politique, mais qui nous appelle de tous les pays du monde à nous réunir fraternellement sous la bannière de ce grand congrès. (*Applaudissements.*)

« En mon nom, monsieur le Président, et au nom de ceux de vos cousins anglais qui m'ont accompagné, je vous prie de croire que votre accueil empressé, vos témoignages de sympathie et votre hospitalité... parisienne nous laisseront de notre séjour parmi vous un souvenir précieux que rien ne saura effacer. » (*Vifs applaudissements.*)

M. le Dr Wilhelm Lexis, professeur à l'Université de Göttingue, vice-président de l'Institut international de Statistique, porte un toast aux dames.

« Messieurs, — je ne dis pas mesdames, car je m'adresse seulement à mes confrères du sexe le moins aimable, — j'ai l'agréable devoir de porter un toast aux dames.

« Si je devais faire un éloge des dames en général, un éloge où rien ne serait omis de leurs mérites, de longues heures me seraient nécessaires et je ne dispose que d'un moment. Je me bornerai donc à faire ressortir un mérite particulier qu'il faut reconnaître aux dames ici réunies, c'est-à-dire leur mérite relatif à la Statistique et aux statisticiens.

« L'influence heureuse exercée par les dames sur la Statistique se manifeste en partie d'une manière directe, en partie d'une manière indirecte. Il y a des dames qui collaborent avec le plus grand succès aux travaux arides de la Statistique, — et j'en connais au moins une, parmi celles que nous avons la joie de voir ici, qui représente un type parfait des statisticiennes qu'on peut appeler directes. (*Applaudissements.*)

« La plupart des autres dames présentes à cette fête n'ont, avec la Statistique, que des relations indirectes. Leur activité n'a pas pour but le progrès de la Statistique, mais le bonheur des statisticiens qui sont leurs maris ou leurs pères. Elles n'en sont pas moins de précieuses auxiliaires de la Statistique. (*Nouveaux applaudissements.*)

« La Statistique, en effet, est une science austère et même une science morose, et ses adeptes courraient le risque de tomber dans une noire mélancolie si la douce influence féminine n'embellissait leur foyer domestique... Mais il m'est interdit d'entrer dans les détails de la vie privée, laquelle doit être murée. Je constaterai

seulement que, ce soir, un grand nombre de dames charmantes ont témoigné publiquement l'intérêt qu'elles portent aux statisticiens et que, par là, elles ont bien mérité de la Statistique. Je me fais donc l'interprète de la reconnaissance que leur portent les statisticiens et je bois à la santé des statisticiennes directes et indirectes ! » (*Salve d'applaudissements.*)

M. Frédéric Passy, président de la Société d'Economie politique, sur l'invitation de M. Payelle, prononce à son tour les paroles suivantes :

« Monsieur le Président, je n'avais pas demandé la parole ; mais je suis un vieux libéral, et je vous obéis, car je considère que dans toute société, la discipline est la première condition de la liberté. Mais que puis-je ajouter à tout ce que j'ai entendu dire hier et ce soir, sinon l'expression de ma plus sympathique adhésion ? L'économie politique et la statistique, comme on l'a dit, sont deux sœurs qui se prêtent un mutuel appui. On n'est pas un bon économiste si on prétend rester étranger aux constatations faites par les statisticiens. Ce sont des matériaux que l'économiste, dans ses déductions, met en œuvre. Et l'on n'est pas un bon statisticien, quelque art que l'on puisse avoir de grouper les chiffres, si on reste absolument étranger à la signification de ces chiffres, et si on se borne à les ramasser de toutes mains, sans clairvoyance et sans contrôle. (*Applaudissements.*)

« Aidons-nous les uns et les autres, messieurs, dans notre tâche, qui est de nous éclairer, pour éclairer le genre humain, et fournir à l'opinion publique et aux Gouvernements des lumières qui, en leur évitant des erreurs et des fautes, leur enseigneront la sagesse, la concorde et la bienveillance ! Et buvons, messieurs, à toutes les bonnes volontés représentées ici par l'union des économistes français et des statisticiens internationaux ! » (*Applaudissements répétés.*)

Enfin, M. le Dr von Mayr, professeur à l'Université de Munich, membre honoraire de l'Institut international de Statistique, remercie ses confrères français au nom des membres associés étrangers de la Société de Statistique.

« Mesdames et messieurs, lorsque des noces d'or sont célébrées dans une famille, l'heureux couple dont c'est la fête voit arriver de toutes parts ses enfants empressés à lui apporter leurs compliments. La grande famille que s'est faite la Société de Statistique de Paris comprend des membres qui, pour être étrangers, n'en sont pas moins fidèles et fiers de lui appartenir. Après mon cher ami Pierre Semenov, de Saint-Petersbourg, je suis le plus ancien de ces membres étrangers et, en l'absence de Semenov, je suis ici leur doyen. Je me fais donc leur interprète et j'exprime en leur nom à la Société mère, à l'occasion de ses noces d'or, les félicitations et l'allégresse filiale de tous ses enfants étrangers. (*Applaudissements.*)

« Je me fais en même temps l'interprète de leur vive gratitude. Il en est parmi eux qui ont eu la bonne fortune de participer, à Paris même, à des réunions de la Société. Ils se rappellent avec reconnaissance l'accueil empressé et amical qu'ils y ont toujours reçu. Il en est d'autres qui, moins favorisés, n'ont jamais pris part directement aux travaux de la Société de Statistique. Mais ils peuvent du moins les suivre par la pensée en lisant le journal de la Société et ceux-là aussi, maintenus en constantes relations d'esprit avec elle, lui sont redevables de maintes satisfactions scientifiques. C'est avec le plus grand intérêt qu'il ouvrent, chaque mois, cette utile publication, toujours sûrs d'y trouver la trace de l'activité remarquable qui caractérise la Société de Statistique, certains aussi de faire une ample moisson de renseignements et d'idées dans le vaste champ où s'exerce cette activité. (*Nouveaux applaudissements.*)

« Mais c'est spécialement ce soir que nous avons à remercier la Société de Statistique. Non seulement elle nous accueille, nous, les membres associés étrangers inscrits à son Annuaire, mais elle accueille aussi nos femmes et nos filles, et celles-ci, déjà ravies de se trouver à Paris, ont en outre la joie de rencontrer ici les gra-

cieuses femmes de nos confrères français. Ainsi la fête est complète. C'est pourquoi cette réception si cordiale et si brillante nous laissera à tous le plus cher et le plus durable souvenir. Nous nous rappellerons toujours la belle séance de travail à laquelle nous avons assisté tout à l'heure et la réunion de famille, charmante et magnifique, qui complète cette heureuse journée.

« Au nom de tous les membres associés étrangers de l'Association, je lève mon verre en l'honneur de la Société de Statistique de Paris, et je bois à son avenir, à son développement, à ses succès ! » (*Applaudissements répétés.*)

Après ces discours, fréquemment interrompus par des applaudissements, l'assistance se dirige vers les salons du premier étage, où un bal très animé termine la fête du cinquantenaire.

NOTRE VOLUME

Nous avons vu plus haut que la Société de Statistique de Paris avait tenu une séance solennelle et offert un banquet aux membres étrangers de l'Institut international de Statistique. Elle avait en outre publié un volume composé spécialement à leur intention et qui a été distribué à tous les membres présents à notre fête du 7 juillet. Nous en emprunterons l'analyse à un article de *l'Économiste français* (1) dû à la plume de notre éminent confrère, M. de Foville, membre de l'Institut, ancien président de la Société de Statistique.

(*La Rédaction.*)

Cette année, la statistique aura eu, elle aussi, sa grande semaine. Le 10 juillet dernier s'est clos, à Paris, la douzième session de l'Institut international de statistique. Nous avons, tous les deux ans, l'occasion d'entretenir nos lecteurs de cette grande association scientifique qui compte déjà vingt-quatre années d'existence et dont le succès va toujours grandissant. Elle date de juin 1885, époque où le cinquantenaire de la *Royal Statistical Society* réunissait à Londres l'élite des statisticiens du continent. Un très distingué professeur de Vienne, M. de Neumann-Spallart, s'était chargé de préparer les statuts et les avait élaborés avec beaucoup de prudence, voire même de diplomatie. L'Institut international est un syndicat fermé. Le nombre de ses membres est strictement limité et, en cas de vacances, nous nous recomplétons nous-mêmes, par voie de cooptation. Rien d'officiel : cependant la bienveillance des gouvernements n'a jamais fait défaut à notre Institut, qui se trouve, en majeure partie, composé d'hommes d'État ou de fonctionnaires et qui travaille uniquement dans l'intérêt public. Les sessions ont lieu tous les deux ans, tantôt dans une ville et tantôt dans une autre. Ce fut Rome en 1887, Paris en 1889, Vienne en 1891, Chicago en 1893, Berne en 1895, Saint-Petersbourg en 1897, Christiania en 1899, Budapest en 1901, Berlin en 1903, Londres en 1905, Copenhague en 1907. Cette fois c'était le tour de la France qui revenait et, après avoir été si souvent fêtés par nos amis de l'étranger, nous venons d'avoir grand plaisir à les fêter nous-mêmes.

La fête du 7 juillet, organisée par la Société de Statistique de Paris, empruntait un éclat particulier à une heureuse coïncidence, celle de la douzième session de l'Institut international avec les noces d'or de la Société de Statistique. Nocés un peu prématurées, il est vrai, car fondée en 1860, cette société ne complétera sa cinquantième année qu'en 1910. Mais, pour quelques mois en plus ou en moins, il eût été dommage de ne pas confondre les deux anniversaires. Les statisticiens ne sont pas les calculateurs intransigeants qu'on pourrait supposer et les deux der-

(1) Numéro du 10 juillet.

niers présidents annuels de la Société de Statistique, celui de 1908 (c'était M. Delatour, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations) et celui de 1909 (c'était M. Payelle, procureur général près la Cour des comptes) se sont mis facilement d'accord pour déclarer que : $1860 + 50 = 1909$. Personne n'a songé à se plaindre de cette approximation ; bien au contraire. La Société de Statistique a offert un brillant banquet aux membres étrangers de l'Institut international. Elle leur a aussi offert un joli petit livre, spécialement composé à leur intention (1). On s'était mis à trente, rien que cela, pour écrire ce volume de moins de 300 pages. La consigne était de ne s'y montrer ni trop austère ni même trop savant, car nous ne nous adressions pas seulement à messieurs nos collègues : il est de tradition qu'on vienne à nos congrès en famille et nous désirions être lus même par les dames, même par les jeunes filles. Le volume contient toute une série de brèves monographies où les divers aspects de notre belle capitale sont passés en revue. Donnons au moins ici l'énumération des sujets traités et des auteurs : *Climat, topographie, et ethnographie*, par M. le Dr Chervin ; *la Population*, par M. J. Bertillon ; *les Étrangers à Paris*, par M. Michel Huber ; *la Physionomie de Paris et ses monuments*, par M. Schelle ; *les Maisons*, par M. Albert Fontaine ; *les Promenades*, par M. Meuriot ; *les Environs de Paris*, par M. Matrat ; *le Sous-sol parisien*, par M. Keller ; *les Eaux et l'Éclairage*, par M. Gaston Cadoux ; *les Moyens de transport*, par M. Barriol ; *l'Automobilisme*, par M. Hennequin ; *le Port de Paris*, par M. Yves Guyot ; *Abattoirs et marchés*, par M. Fléchet ; *la Consommation du tabac*, par M. Malzac ; *la Petite Industrie*, par M. Limousin ; *la Bourse*, par M. Alfred Neymarck ; *l'Or et l'Argent*, par M. de Floville ; *l'Épargne et la Prévoyance*, par M. Delatour ; *l'Assistance publique*, par M. Cheysson ; *l'Administration et la Police*, par M. Desrois du Roure ; *les Tribunaux*, par M. Maurice Yvernès ; *l'Enseignement et les Établissements scientifiques*, par M. Levasseur ; *Musées et Expositions*, par M. d'Eichthal ; *l'Art décoratif*, par M. Arthur Fontaine ; *la Mode*, par M. Raphaël-Georges Lévy ; *Théâtres et Concerts*, par M. Payelle.

Les *Notes sur Paris* sont précédées de deux mémoires de circonstance, qui suffiraient pour assurer au volume du cinquantenaire un intérêt durable.

L'histoire de la Société de Statistique de Paris a été excellemment résumée, en quatorze pages, par M. Lucien March, chef du service de la statistique générale de France. Parmi les anciens présidents que la Société a perdus — la liste en est déjà longue — M. March a surtout évoqué trois figures mémorables : Adolphe Bertillon, le père, un des créateurs de la science démographique, telle qu'on la conçoit aujourd'hui ; Adolphe Coste, l'auteur de l'*Hygiène sociale*, l'aimable écrivain qui sur les minutieuses analyses du statisticien se plaisait à asseoir les larges synthèses du moraliste ; enfin Léon Say, le grand financier, le grand orateur, le grand ministre, chez lequel tant de souplesse intellectuelle s'alliait à tant de dignité personnelle et de vrai libéralisme.

L'autre mémoire nous fait remonter plus loin encore dans le passé de la statistique. M. Fernand Faure, professeur de statistique à la Faculté de droit de Paris, y exhume « les Précurseurs », c'est-à-dire les statisticiens français antérieurs à la fondation de la Société de Statistique de Paris. Ils sont plus nombreux et plus notables qu'on ne le croit généralement. La statistique passe pour une science toute moderne, toute jeune ; et il est certain qu'elle n'a pris conscience d'elle-même qu'au dix-neuvième siècle ; mais, comme elle tend à résoudre des problèmes vieux comme le monde, il y a déjà longtemps que s'y sont essayés des esprits clairvoyants auxquels apparaissait la nécessité de mettre quelque certitude et même quelque précision dans l'enregistrement et l'étude des faits sociaux. M. Fernand Faure, dans le remarquable travail dont nous parlons, distingue deux choses que, bien à tort, on confond presque toujours : l'histoire des doctrines en matière de statistique et l'histoire de la statistique elle-même, de la statistique en action, de son organisation et de son

(1) *La Société de Statistique. Notes sur Paris, à l'occasion du cinquantenaire de la Société et de la XII^e session de l'Institut international de Statistique. Nancy, Berger-Levrault et C^{ie}, 1909.*

fonctionnement. C'est surtout à l'histoire des doctrines qu'il s'attache. Il rend d'abord un hommage motivé à Jean Bodin, à Montchrétien, à Fénelon, à Vauban, à l'abbé de Saint-Pierre et au marquis d'Argenson. De ces six noms, le plus illustre est celui du maréchal. Il serait facile de critiquer en Vauban l'aspirant statisticien qui fut parfois téméraire : nous aimons mieux le louer d'avoir, par ses hardiesses mêmes, frayé la route à ses continuateurs.

Au seuil du dix-huitième siècle, nous trouvons encore à l'œuvre Saugrain, Bou-lainvilliers, inspirateur des fameux *Mémoires des Intendants*, et quelques autres. Mais l'astre de la statistique, à peine entrevu au bord de l'horizon, allait subir chez nous une sorte d'éclipse. C'était pourtant l'heure où fleurissait en Angleterre cette école de l'arithmétique sociale dont William Petty fut le chef. La France, malheureusement résistait à son impulsion. Quesnay et ses disciples ne se rendaient pas compte de la fécondité des méthodes numériques. Montesquieu qui, dans son *Esprit des Lois*, mêle si souvent l'erreur à la vérité, raillait ces insulaires « qui passeraient leur vie, dit-il, à calculer des événements qui, vu la nature des choses et le caprice de la fortune, c'est-à-dire des hommes, ne sont guère soumis au calcul ». Il ignorait l'existence de ces très réelles « lois du hasard » dont, longtemps avant Laplace, Poisson et Bertrand, Bernouilli avait déjà révélé la mystérieuse puissance. Chez nos ancêtres, la statistique avait, d'ailleurs, à lutter contre de séculaires superstitions. Sous Louis XIV, un simple recensement était encore considéré, sur la foi de l'Ancien Testament, comme une sorte de sacrilège (1).

M. Fernand Faure voit et montre, dans Voltaire et les Encyclopédistes, d'actifs vulgarisateurs de la statistique, notamment en ce qui concerne les questions de population. La démographie était alors en train de s'organiser avec les Deparcieux, les Dupré de Saint-Maur, les Buffon, les Expilly, les Messance, les Moheau (pseudonyme de Montyon), les Duvillard, etc.

Saluons en passant dans Necker l'initiateur de la statistique financière. On commençait à comprendre que « les nombres gouvernent le monde » et le culte des chiffres recrutait déjà de fervents adeptes, tels que Goyon de la Plombanie, de Beausobre, Puget de Saint-Pierre, Beaufort, le chevalier des Pommelles; tels surtout Buffon, Condorcet, Lavoisier, Lagrange...

Il est à remarquer que jusqu'ici la statistique reste science privée et ne devient pas encore chose administrative. L'ère des bureaux de statistique allait enfin s'ouvrir tout en laissant le champ libre à la précieuse collaboration de ceux qu'on appelle quelquefois les statisticiens en chambre.

Arnould, chef du service de la « balance du commerce » pendant toute la Révolution, mériterait d'avoir son buste à la Direction générale des douanes. Mourgue et Laplace, François de Neufchâteau et Chaptal, qui furent successivement ministres de l'intérieur, avaient, chacun à sa façon, le sens et le goût de la statistique. Elle leur a eu d'inégales obligations. La statistique générale de la France ressortissait alors au département de l'intérieur (7^e bureau de la 1^{re} division) et y était mieux à sa place qu'au département du travail, à qui elle est maintenant attribuée. Parmi les émules de Chaptal, en matière de statistique, nous ne saurions oublier Lamarck, ce darwiniste avant Darwin dont la statue vient d'être érigée à Paris, à l'entrée du Jardin des Plantes.

Si, de 1805 à 1815, le progrès semble se ralentir, c'est que l'Empereur se préoccupait moins d'instruire la France de ses affaires que de se renseigner lui-même. Mais nul mieux que Napoléon I^{er} ne sut compter les soldats, les chevaux, les canons, et aussi les millions. C'est miracle qu'il ait pu conquérir et reconquérir l'Europe sans alourdir davantage la dette nationale et l'impôt. Et n'est-ce pas un vrai monument que cet *Exposé de la situation de l'Empire* qu'en 1813, M. de Montalivet, ministre de l'intérieur était chargé de présenter au Corps législatif? Sans doute, il y a moins là un tableau impartial qu'une apologie du régime. Le but est de prouver

(1) Le duc de Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, s'élève avec violence contre « ces dénombremens impies qui ont indigné le Créateur ».

que, malgré tant d'années de guerre, « la population a continué à s'accroître, que l'industrie a fait de nouveaux progrès, que jamais les terres n'ont été mieux cultivées, les manufactures plus florissantes ; qu'à aucune époque de notre histoire, la richesse n'a été plus répandue dans les diverses classes de la société ». Mais tel est le langage ordinaire des gouvernements, même de ceux dont l'optimisme n'est rien moins que justifié.

Reprenons, pour la clore, l'énumération des « précurseurs ». Sous la Restauration et sous le gouvernement de Juillet, c'est Benoiston de Châteauneuf, c'est Costaz, c'est Joseph Fourier, c'est Charles Dupuis, c'est Ampère, c'est Minard, l'initiateur de la statistique graphique. Puis s'est Poisson, c'est Gournot, c'est le baron de Ferussac ; et ce sont encore Guerry, César Moreau, d'Angeville, Bienaymé, Guillard, Dufeu, Moreau de Jonnés...

Voilà déjà bien des noms et d'autres pourraient suivre ; mais M. Fernand Faure s'arrête au moment où la fondation de la Société de Statistique va créer, entre tous les arithméticiens sociaux, le lien qui leur manquait encore. Pour les savants, comme pour le commun des mortels, l'union fait la force : il fallait être forts pour triompher tout à la fois des difficultés du métier et des préjugés de la foule. De nos jours, la statistique est entrée dans les mœurs et dans les institutions. Tout le monde en fait, fût-ce sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose ; et l'on a peine à comprendre que, pendant tant de siècles, l'administration, la finance, le commerce, l'industrie, l'agriculture même, aient pu vivre et parfois prospérer sans le secours de ces comptabilités collectives qui, maintenant, vulgarisées par les journaux plus encore que par les annuaires, sont dans tous les dossiers et dans toutes les mains. On peut dire de la civilisation contemporaine ce que l'Écriture sainte disait du Créateur : *Omnia in mensura et numero et pondere disposuisti* (1). Mais il ne faudrait pas que nos tardives victoires nous fissent illusion sur les lacunes, les insuffisances et les malfaçons dont souffre encore la statistique officielle. Elle se fabrique, presque toujours, trop mécaniquement, et ses fréquentes contradictions disent assez que, parmi ses méthodes, il en est de défectueuses. Et puis, elle n'explique pas assez les chiffres qu'elle imprime et souvent elle ne les a pas suffisamment contrôlés. A des renseignements positifs et certains, elle juxtapose parfois, sans crier gare, d'assez vagues hypothèses, et c'est ainsi qu'on a pu lui faire la réputation de prouver tout ce qu'on veut. Pour être tout à fait à la hauteur de sa mission, il importe qu'elle fasse périodiquement son examen de conscience et s'applique à perfectionner tout à la fois, dans ses tableaux, le fond et la forme. Il faut aussi qu'elle les rende de plus en plus comparables, d'un pays à l'autre, en adoptant partout autant que faire se peut, les mêmes définitions, les mêmes cadres, les mêmes formules et les mêmes nomenclatures. Œuvre un peu ingrate, sans doute, mais réellement féconde et qui doit figurer au premier rang sur le programme de toute association de statisticiens. Tel a été, sans préjudice de conquêtes plus brillantes, l'objectif constant de ces organismes distincts, mais solidaires, que sont les bureaux de statistique, les Sociétés de statistique, le Conseil supérieur de statistique, pour la France, et, pour le monde entier, l'institut international. Chacune de nos sessions prend acte des progrès réalisés et en prépare d'autres. Celle qui vient de finir comptera parmi les plus fructueuses. Les fêtes qui l'ont égayée étaient toutes précédées et suivies de séances laborieuses où, soit en assemblée plénière, soit en sections, on cherchait à se mettre d'accord sur les résultats acquis et sur les réformes à poursuivre. Les discours prononcés, les manuscrits soumis au congrès et les discussions intervenues rempliront au moins deux volumes.

(1) *Livre de la Sagesse*, chap. XI, v. 1.